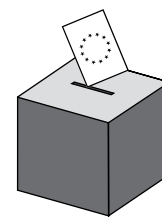


Europawahlen  
2019

CLIMAT ET PROGRAMMES ÉLECTORAUX

# Ça chauffe pas assez !

Raymond Klein

**Que proposent les partis luxembourgeois en matière de politique climatique dans le cadre de leurs programmes pour les élections européennes ? Quelques bonnes surprises, mais aussi des déceptions.**

Sauver l'Europe, voilà un des mantras de la campagne électorale en cours. En effet, la survie d'une structure supranationale en Europe est un enjeu important. Mais bien plus importante est la survie de la civilisation humaine, menacée par le changement climatique qu'elle a elle-même engendré. Un défi mondial, à la résolution duquel l'Union européenne peut cependant contribuer de manière importante. (Pour plus de détails sur la relation entre Europe et climat, voir [woxx.eu/EP2019clim](http://woxx.eu/EP2019clim))

## Des outsiders écologues

Comme la plupart des pays, les objectifs des États membres de l'UE sont insuffisants pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 degré. Une réduction de 40 pour cent jusqu'en 2030 est prévue, mais 55 pour cent au moins seraient nécessaires. Quant à l'objectif de « zéro carbone » en 2050, il n'a toujours pas été officialisé. Ce sera au Parlement issu des élections à venir, et à la Commission qu'il aura mandatée, de tenter d'aller de l'avant. Beaucoup dépend donc du résultat des élections, ce qui encourage à étudier les programmes des partis en lice.

Surprise ! Un des positionnements proclimat les plus convaincants provient d'un parti qui, par le passé, avait eu des allures de parti d'automobilistes : le parti pirate. Un des dix chapitres de son programme est consacré à l'environnement et au cli-

mat. Une affirmation claire de l'objectif de 1,5 degré et de celui de zéro carbone en 2050, cela fait plutôt écolo. On relèvera aussi le plaidoyer du parti pirate en faveur d'une décentralisation de la production d'énergie, tout en recommandant un contrôle des réseaux de distribution par l'État.

Autre surprise, le nouveau parti Volt, considéré comme le parti des élites mondialisées et soupçonné de superficialité. En consultant le « supporting document » de son programme (la très succincte « Amsterdam declaration »), on se rend compte de la sensibilité écologiste et des connaissances des expert-e-s de ce mouvement européen. Pour atteindre l'objectif de 1,5 degré, « le passage au développement durable devra s'effectuer bien plus rapidement et plus résolument qu'actuellement ». Pour cela, Volt préconise de donner un prix au carbone, par exemple avec une taxe carbone européenne. Le document explicatif propose même des amendements précis des directives sur les taxes et sur le système des quotas d'émissions. Bien entendu, cela reste « business-friendly », en soulignant les avantages économiques que le leadership en matière de transition est supposé apporter à l'Europe. Mais Volt n'hésite pas pour autant à mettre la barre très haut : 55 pour cent de réductions de CO<sub>2</sub> en 2030, afin d'honorer l'accord de Paris.

## Vert foncé

Ces 55 pour cent, tout comme le statut de réfugié climatique (voir [woxx.lu](http://woxx.lu) 1526), se retrouvent aussi dans le programme de Déi Gréng, et chez aucun autre parti (seul Déi Lénk fait cependant mieux avec 60 pour

cent). Un point qui ne va pas de soi, puisque les programmes électoraux verts récents avaient soigneusement évité de revendiquer des chiffres - tout comme les discours des ministres vert-e-s. Est-ce dû à l'arrivée de Claude Turmes ou bien au plus grand poids de Déi Gréng au sein de la triple coalition ? En tout cas, cet objectif de 55 pour cent en 2030 a récemment fait son apparition dans le projet du nouveau « plan national climat » (voir [online-woxx.lu](http://online-woxx.lu) : « Ehrgeizige Ziele, wenig konkrete Maßnahmen »), et le programme électoral enfonce le clou : « L'objectif de 40 % que s'est fixé l'Union européenne en 2014 n'est pas suffisant et doit être révisé à la hausse. »

Jouer à fond la carte de l'écologie, voilà le choix de Déi Gréng, dont le programme débute par trois pages et demie bien remplies appe-

lant à « s'unir en tant qu'Européens pour sauver notre planète ». Si l'on ajoute les chapitres consacrés aux ressources naturelles, à la protection des animaux, à la mobilité et à l'agriculture, plus d'un tiers du programme européen est consacré à des sujets environnementaux.

Des objectifs ambitieux en matière d'écologie, n'est-ce pas la meilleure façon d'obtenir une transition verte, indéniablement nécessaire et urgente ? Pas forcément, car des mesures en faveur de l'environnement peuvent avoir un effet désastreux sur les conditions de vie de certaines couches de la population. Ce type de conflits est escamoté par les discours win-win si prisés par Déi Gréng, mais en les ignorant, on risque de produire un rejet de la transition écologique par une grande partie de la population. Sur ce point, le parti

## Das EU-Wahlprogramm der woxx

Für die Europawahlen hat die woxx einiges zu bieten. In den vorhergehenden Nummern und in dieser haben wir die Wahlprogramme der Parteien auf verschiedene Themen abgeklopft und junge Kandidatinnen interviewt, die in anderen Medien oft keine Plattform bekommen. In der kommenden Ausgabe interessieren wir uns für gesamteuropäische Fragen. Und wie immer, neben der Printausgabe aktuelle Beiträge und Updates auf [woxx.lu](http://woxx.lu)

## Le programme du woxx pour les européennes

En vue des élections européennes, le woxx a mis le paquet. Dans les numéros précédents et celui-ci, nous avons évalué les programmes électoraux des partis sur différents sujets et interviewé de jeunes candidates, souvent défavorisées dans d'autres médias. Pour finir, dans la prochaine édition, nous nous intéresserons aux questions sur l'Europe en général. Et toujours, au-delà de l'édition papier, des articles d'actualité et des mises à jour sur [woxx.lu](http://woxx.lu)

Justice écologique et sociale,  
tout un programme !  
Manif du 8 décembre 2018.

pirate se montre prévoyant : « Faire assumer aux citoyens de condition modeste la charge totale du 'pollueur payeur' envoie le mauvais message et conduit les couches socialement défavorisées à s'opposer à la transition. »

### Le social, c'est important !

Sur ce point, concilier l'écologie et le social, d'autres ne font pas mieux que Déi Gréng. Comme son concurrent libéral Volt, le DP fait l'impasse sur le sujet. Non pas que le parti démocrate serait antisocial - son programme surprend même en fustigeant le dumping fiscal et en proposant des salaires minimums pour l'ensemble des pays de l'UE. Mais son programme plutôt condensé consacre déjà un sous-chapitre à la finance verte, qui concilie l'écologie et... le profit. Pour le reste, le programme du DP n'est pas dépourvu d'ambition, tout en cultivant un certain flou : il adhère à l'objectif zéro carbone en 2050 et professe qu'« il est impératif de dépasser le stade de l'incantation et de s'entendre sur la mise en place de l'indispensable stratégie de sauvetage de la planète ».

Le champion de la conciliation du vert et du rouge est bien entendu le parti « éco-socialiste » Déi Lénk. Ainsi, toute la première moitié de son programme décrit une « transformation écologique basée sur la justice sociale et fiscale ». Pour 2030, la barre est mise plus haut que Déi Gréng, mais paradoxalement, pour 2050, Déi Lénk se contente de 95 au lieu de 100 pour cent. Et la transition écologique n'ira pas sans une transition économique et sociale, car « une société misant sur la concurrence et dont une grande partie des gens sont menacées par la pauvreté

ne sera guère capable de réaliser une telle transformation ». Quant au financement, on est loin du pollueur payeur simpliste... et du win-win. On fera payer « les entreprises qui sont à la source de la pollution » ainsi que « les classes privilégiées de la population qui, du fait de leur consommation effrénée, produisent la plupart des gaz à effets de serre ».

Même message, mais fortement édulcoré, du côté du LSAP. Économe côté texte, le programme du parti socialiste est généreusement illustré et consacre un des six minichapitres au climat et à l'écologie. Oui à l'objectif de 1,5 degré et à une stratégie pour 2050 « fondée sur la science » - une façon de dire « zéro carbone » sans oser le dire ? Mais quels que soient les objectifs, il faudra « une transition écologique socialement équitable », notamment à travers des programmes de soutien, de nouvelles règles budgétaires et une autre politique fiscale. Pour souligner le sérieux de cette brève déclaration d'intention, le site europa.lsap.lu renvoie au « Sustainable Equality Report ». Il s'agit d'un document consacré notamment à cette combinaison de l'écologie avec le social - ses faiblesses n'enlèvent rien à son caractère symbolique pour la mouvance social-démocrate (voir woxx 1517 : « Repenser la social-démocratie »).

### Peur d'en faire trop ?

Bien entendu, l'idée d'exiger que la transition soit socialement équitable peut facilement être poussée un peu plus loin : elle devient alors, notamment entre les mains des partis conservateurs, un argument contre la transition écologique. Ainsi, pour l'ADR, il faut respecter « l'équilibre



PHOTO : ECKHART SCHMIDT/ETIKA

entre le développement durable et la croissance économique ». Le chapitre exposant les réserves du parti droitier est d'ailleurs intitulé « Un développement durable sans tracas pour les citoyens ». Bien entendu, l'ADR ne se prononce pas contre la protection du climat. Mais sa demande que le grand-duché limite ses efforts à ce que fait la moyenne de l'UE (alors qu'il dispose de plus de moyens), revient en pratique à refuser de participer à l'effort commun.

Le CSV n'est pas non plus en première ligne pour défendre le climat. Le sujet n'est traité que dans un seul alinéa - deux autres alinéas sont consacrés à l'environnement en général et à... l'agriculture. Certes, le parti chrétien-social suggère à l'Europe de « réformer sa logique économique de manière innovante ». Mais il semble prêt à rejoindre le camp qui prône de ne pas en faire trop parce que de toute façon, on n'y arrivera pas : « [Même si les objectifs sont] atteints dans les temps (...), ce ne sera certainement pas assez rapide pour

limiter considérablement l'augmentation des températures. » Pour un parti qui compte dans ses rangs un environnementaliste respecté comme Marco Schank et qui n'hésite pas à combattre le projet gouvernemental Google au nom de l'écologie, c'est plutôt décevant.

Heureusement que l'avenir des politiques climatiques ne se joue pas seulement dans les urnes, mais aussi dans la rue. Les nombreuses réserves qu'on peut émettre sur les programmes des partis en présence devraient inciter beaucoup d'électrices et d'électeurs à participer à l'action « Occupy for climate », suite de la grève pour le climat, le 24 mai prochain.